



Comité technique ministériel du 10 juillet 2013

Déclaration préliminaire FORCE OUVRIÈRE

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,
Camarades,

Déclarant que le budget du ministère pour 2014 était « mauvais », nous nous sommes reconnus au travers de cette appréciation critique de Delphine Batho.

Retrouvant sa liberté de parole après son limogeage, nous n'avons pas non plus été surpris de son aveu sur la sensibilité de ce gouvernement au lobby pétrolier, nous souvenant qu'il avait même déjà conduit à l'exfiltration de sa prédécesseur e...

Nous aurons dû combattre les atteintes au droit syndical que Delphine Batho opposait récemment encore à Force Ouvrière, mais nous n'avons pour notre part pas attendu le « changement » pour préserver jalousement, sous ce gouvernement et ceux qui l'ont précédé, notre indépendance et donc notre liberté de parole et notre liberté d'action.

Désormais libre de la sienne, donc, l'ancienne ministre de l'écologie affirme partager nos inquiétudes quant aux risques induits par la poursuite de politiques soumises au Pacte Budgétaire Européen et à la logique d'austérité mise en œuvre en Europe et en France.

Les engagements non tenus, les sacrifices imposés aux salariés menacent maintenant la démocratie dit-elle ?

Nous ne disons rien d'autre, et de longue date !

Le rapport présenté hier par la Commission des Finances à l'Assemblée nationale n'augure en effet pas d'un « bon » budget pour 2014, c'est le moins qu'on puisse dire :

- avec l'annonce, au PLF 2014, de moins 1 806 ETP aux budgets général et annexe des MEDDE/METL,
- et moins 7% de crédits de paiement au budget général, le ministère de l'écologie arrive en tête des coupes franches après être déjà monté sur le podium l'an dernier puisqu'il était le deuxième contributeur d'annulation de crédits de paiement (avec moins 220 millions euros) !

C'est donc dans ce contexte qu'a été nommé M. Philippe Martin à la tête de ce ministère – de nouveau réduit – de l'écologie du gouvernement Ayrault. C'est le troisième ministre de l'écologie en à peine plus de un an !

Le mot « bienvenu » serait bien déplacé dans le contexte qui l'attend...

Pourtant si Mme. Delphine Batho n'a pas raté sa sortie, M. Philippe Martin n'aura pas raté son entrée.

Nous avons en effet été particulièrement sensibles au signe qu'il a donné en réservant son premier déplacement aux Assises de l'ingénieur. Nous tenons à le saluer.

Mais nous n'oublions pas que sa prédécesseur e nous avait donné un signe tout aussi encourageant, partageant notre analyse sur les méfaits de la perspective de la fusion des corps de catégorie B ... avant d'apprendre qu'elle venait d'en signer le décret !

Les CAP qui se sont tenues ces derniers jours sont venues démontrer ces méfaits et notamment, là encore, la non tenue d'engagements concernant les taux de promotions et l'impossibilité qui en a résulté d'élaborer les tableaux d'avancement.

Au delà de ces « chaud et froid » récents à l'égard - ou à l'encontre, c'est selon ! - des personnels des corps de C, de B et de A, nous retiendrons d'abord et avant tout le gel.

Celui du point d'indice, qui touche tous les agents dans ce ministère.

Et, de la même façon que nous n'hésitons pas à dire que la MAP n'est que la RGPP en pire, nous n'hésitons pas à dire que la politique salariale de ce gouvernement est, après l'annonce du gel du point d'indice pour la quatrième année consécutive, la même politique que celle de ses prédécesseurs ... en pire !

Touchant tous les agents, n'épargnant ni les plus modestes ni les plus fragiles.

Quant aux attaques portées à l'encontre du service public, nous avons eu l'occasion de le dire à Mmes. Batho et Duflot, ici même l'an dernier : « *Non, non, rien n'a changé, tout, tout a continué, en pire !* » lors de la présentation du projet de loi de finances 2013.

Le nouveau ministre doit s'attendre à ce que nous lui disions la même chose à la rentrée.

Et plus largement encore à l'ensemble du gouvernement qu'il vient de rejoindre à l'aune des mesures envisagées à l'encontre des retraites et des pensions.

Tous les éléments du désordre social sont là au moment où, comme Mme. Batho qui « *n'accepte pas le tournant de la rigueur qui ne dit pas son nom* », les personnels s'organisent dès à présent pour le 10 septembre 2013 !

POUR la défense de leurs droits à retraite et à pension,

POUR la préservation de leurs missions et de leurs emplois,

POUR en finir avec le gel de leur traitement indiciaire.

Je vous remercie.